



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Conseil exécutif

Cent quatre-vingt-sixième session

186 EX/INF.24
PARIS, le 11 mai 2011
Anglais et français seulement

Point 5 de l'ordre du jour provisoire révisé

RAPPORT DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE SUR LE SUIVI DES DÉCISIONS ET RÉOLUTIONS ADOPTÉES PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF ET LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE À LEURS SESSIONS ANTÉRIEURES

Résumé

Le présent rapport contient un résumé des débats et recommandations de la deuxième réunion du Panel de haut niveau sur la paix et le dialogue entre les cultures, qui s'est tenue au Siège de l'ONU à New York, le 11 mars 2011. Cette réunion portait sur le thème « Construire la paix : la réconciliation grâce à l'éducation, aux sciences, à la culture et à la communication ». Elle a également été l'occasion de présenter les temps forts de *2010 Année internationale du rapprochement des cultures* et de la *Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde (2001-2010)*.

Aucune décision n'est requise.

RÉUNION DU PANEL DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LE DIALOGUE ENTRE LES CULTURES¹

Siège de l'ONU, New York, 11 mars 2011

**« Construire la paix : la réconciliation grâce à l'éducation,
aux sciences, à la culture et à la communication »**

INTRODUCTION

L'objectif central de l'ONU et de l'UNESCO, créées il y a 65 ans, est d'aider à construire une paix durable et viable. L'UNESCO est mandatée pour œuvrer dans ce sens en favorisant la coopération dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture, et de la communication et de l'information. L'Acte constitutif de l'UNESCO dispose que, pour être durable, la paix doit « être établie sur le fondement de la solidarité intellectuelle et morale de l'humanité ».

L'UNESCO a été chargée par l'Assemblée générale des Nations Unies de piloter la *Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde* (2001-2010) ainsi que l'*Année internationale du rapprochement des cultures* (2010).

Ces initiatives ont cherché à atteindre des acteurs très divers et ont suscité des milliers d'activités dans le monde entier. Des progrès ont certes été réalisés mais il est urgent de poursuivre les efforts. On assiste à des mouvements de population massifs entre pays, tandis qu'au même moment de nouvelles barrières s'érigent. Si le nombre de guerres entre États diminue, les conflits internes se multiplient. Manifestement, les individus sont plus connectés, mais de nouvelles inégalités se font jour. Tout cela intervient à un moment où l'augmentation des prix des denrées alimentaires et du pétrole contribue à aggraver la crise économique mondiale. Il est clair que les peuples et les cultures ne pèsent pas d'un poids égal sur la balance de la mondialisation.

Les paradoxes et les contradictions du monde actuel peuvent constituer des menaces à une paix durable. Aujourd'hui, cette paix durable repose sur un certain nombre de principes fondamentaux : la justice et la démocratie, les droits de l'homme, la non-discrimination, l'égalité, l'inclusion, la tolérance et la solidarité, le rejet de la violence, le respect mutuel et le dialogue. En un mot, la paix durable est un processus de réconciliation. Mais qu'est-ce que la réconciliation ? Comment peut-elle être renforcée entre les États et au sein des nations ? Quel rôle l'UNESCO, en tant qu'organisation intergouvernementale, peut-elle jouer dans ce processus ?

La réconciliation implique l'instauration ou le rétablissement de relations véritablement pacifiques entre les sociétés et en leur sein. Elle suppose, de la part d'une majorité de membres de la société, une transformation graduelle et volontaire de leurs attitudes les uns envers les autres et de leurs convictions. Les gouvernements s'engagent à respecter et promouvoir la paix et les peuples se réconcilient – deux démarches qui sont souvent complémentaires. Elles nécessitent une action à long terme et font aussi appel à la créativité et à l'innovation. C'est la raison pour laquelle a été mis en place le Panel de haut niveau sur la paix et le dialogue entre les cultures, qui se veut un laboratoire d'idées, regroupant des personnalités venues du secteur gouvernemental, du secteur privé, de l'université et du monde des arts. Le Panel a tenu sa première réunion à Paris en février 2010 au Siège de l'UNESCO, à l'occasion du lancement de l'*Année internationale du rapprochement des cultures* ; une deuxième réunion a été organisée à New York le 11 mars 2011 pour débattre sur le thème « Construire la paix : la réconciliation grâce à l'éducation, aux sciences, à la culture et à la communication ».

¹ La réunion du Panel de haut niveau a été rendue possible grâce à une contribution généreuse du Royaume de l'Arabie saoudite.

Lors des débats – qui se sont tenus dans le cadre d'une séance privée ouverte par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies et d'un forum public au Siège de l'ONU inauguré par le Secrétaire général de l'ONU – la réconciliation a été examinée sous ses diverses facettes dans une perspective humaniste, à la lumière d'expériences individuelles concrètes et d'études de cas : les soulèvements dans le monde arabe, le sort des enfants soldats analysé sous l'angle socio-psychologique, les processus de paix en Amérique latine, ou encore le rôle des femmes militant dans les organisations non gouvernementales en Afrique.

Le rapport qui suit récapitule les questions et thèmes essentiels abordés au cours du débat ainsi que les différentes propositions formulées par les participants au Panel de haut niveau ; les discussions ont été ouvertes et franches, mettant en évidence le caractère fouillé et approfondi des analyses et des recommandations. Un consensus s'est dégagé sur de nombreuses questions tandis que des désaccords subsistaient sur d'autres, ce qui a donné lieu à des échanges très animés. Attachés à réconcilier les points de vue, les participants ont toujours cherché à s'appuyer sur les arguments de leurs interlocuteurs afin de trouver un terrain d'entente commun à partir de leurs positions respectives – ce qui est l'essence même du dialogue.

RÉSUMÉ THÉMATIQUE

L'éducation, moteur de la réconciliation

La paix commence à la maison, et donc aussi à l'école. L'éducation est essentielle pour faire face à l'héritage du passé et construire les attitudes de l'avenir, notamment par rapport au conflit, à la paix et à la réconciliation entre les nations et les communautés et en leur sein. Plusieurs aspects et éléments clés ont été mis en avant par les participants. L'éducation doit inculquer le respect des droits de l'homme et de la diversité culturelle, attitude que tout citoyen se doit désormais d'adopter dans un monde où aucune culture ne saurait plus prospérer à l'écart des autres. Les programmes scolaires doivent être adaptés à la situation particulière de pays et de communautés qui s'emploient à consolider la paix, qui sortent d'un conflit ou qui cherchent à prévenir un conflit. La langue d'instruction est aussi un facteur important de cohésion des communautés ; en fonction des situations nationales, l'instruction peut être dispensée dans une seule langue ou dans plusieurs pour favoriser une telle cohésion. L'enseignement de l'histoire et de la religion devrait en outre faire systématiquement partie de l'éducation dans le cadre d'un programme d'enseignement pour la paix et la réconciliation. Pour préparer les individus à vivre ensemble dans un monde complexe, l'éducation devrait par ailleurs stimuler l'imagination des élèves et favoriser leur créativité. L'éducation au service du développement durable peut contribuer à réconcilier les individus avec la nature, favorisant ainsi de nouveaux modes de consommation et de production. D'une façon générale, les participants étaient d'avis que l'éducation n'était pas seulement une affaire de diplômes et de résultats quantifiables : elle devait aussi transmettre des valeurs éthiques et civiques, mission qui débordait le strict cadre de l'école. Il fallait aussi toucher les adultes, notamment pour consolider la paix et permettre la réconciliation.

Or l'intérêt que présente l'éducation pour les processus de paix reste le plus souvent ignoré de la communauté internationale. Le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2011 de l'UNESCO intitulé « La crise cachée : les conflits armés et l'éducation » souligne que l'éducation est l'une des victimes silencieuses des guerres et des conflits. La question de l'éducation dans les conflits est négligée par les médias et sous-estimée par la communauté internationale. L'éducation ne reçoit actuellement que 2 % de l'aide humanitaire mondiale ; aucun secteur ne reçoit une part plus faible qu'elle des appels de fonds humanitaires financés. Il convient de s'employer plus activement à faire en sorte que l'éducation soit considérée comme un facteur de paix, de relèvement et de réconciliation durables.

La réconciliation et le rôle de la culture dans le développement durable

La culture de la paix vise à prévenir les conflits en éliminant la pauvreté, en favorisant la compréhension qui permettra de venir à bout de l'ignorance et en contribuant à la reconnaissance

des différences. Les conflits ne prennent pas toujours la forme d'une guerre même s'ils finissent souvent par y aboutir. Les conflits durables entre des nations et au sein de nations résultent de la quête de richesses et de ressources naturelles, notamment sur le continent africain qui a déjà souffert de l'arrogance culturelle de puissances étrangères. La réconciliation et le développement sont intimement liés, ce dernier ne se réduisant pas à un processus économique. Ceux qui estiment être victimes d'injustices économiques au niveau national ou mondial se prêtent mal à un processus de réconciliation. Les participants ont reconnu qu'une mondialisation effrénée pouvait déboucher sur de violents phénomènes, préjudiciables aux individus et aux nations. L'élimination de la pauvreté et de la misère économique et sociale à l'échelle mondiale devrait donc être considérée comme un droit de l'homme de première importance. Le développement durable est une affirmation éthique de la nécessité de partager équitablement les fruits de la croissance économique.

Mais le développement durable dépend aussi de transformations sociales endogènes. Le développement ne saurait simplement être injecté de l'extérieur. La culture est un fondement essentiel de ce processus endogène qu'est le développement. Les participants au Panel de haut niveau ont proposé une approche du développement qui tienne compte de la culture et soit conçue comme un processus conciliant les impératifs de la tradition et les exigences de la modernité. Préserver la culture c'est un peu comme maintenir la forme vitale d'immunité dont les sociétés ont besoin pour rester elles-mêmes en période de changements. La prise en compte de la culture dans le développement renforce la résilience des sociétés et établit une continuité entre des identités héritées du passé et des entités nouvelles découlant de la mondialisation et de l'interdépendance et l'interconnectivité actuelles des individus, des communautés et des nations. La culture est une force dynamique qui renouvelle l'humanité et multiplie les possibilités à condition de ne pas être instrumentalisée contre les droits de l'homme. La pluralité dynamique est au cœur de l'identité moderne.

Le développement ancré dans la culture offrant des capacités endogènes d'adaptation face aux enjeux de la modernité, il convient de promouvoir un droit universel à la recherche, à savoir que les individus devraient avoir la possibilité et les moyens d'entreprendre des recherches sur leurs propres situations et contextes de développement. Pour produire du savoir, on a besoin non pas tant d'individus très spécialisés que d'une démocratisation du savoir.

Le rôle du dialogue et des médias dans la réconciliation

Le défi que représente le maintien quotidien de la paix crée des conditions sociales favorisant le dialogue dans et entre les communautés. Les activités relevant du « dialogue entre les cultures » figurent désormais en bonne place sur l'agenda politique international ; de plus en plus, on y voit aussi un instrument de prévention et de règlement des conflits. Le dialogue interculturel peut favoriser la réconciliation au lendemain d'un conflit et permettre d'entendre des points de vue pondérés dans des débats polarisés.

L'une des tâches de l'UNESCO consiste à promouvoir des processus faisant intervenir des programmes éducatifs et des manifestations culturelles, artistiques et religieuses visant à semer et à cultiver dans l'esprit et le cœur des représentants de chaque génération les graines d'une culture de la paix et du respect de la diversité. L'expérience de l'UNESCO est d'autant plus nécessaire dans ce domaine que le dialogue doit s'articuler expressément autour des valeurs d'ouverture et de pluralisme. Il importe au demeurant de reconnaître que lorsque le dialogue interculturel concerne des groupes ou des communautés de dimension importante, son champ doit être resserré. Lorsque des communautés différentes débattent de modalités de coexistence dans des situations polarisées, il faut laisser la place à la négociation ou au rapprochement mutuel. Le dialogue doit permettre l'expression de désaccords et de nuances.

L'exploitation du potentiel des médias et en particulier des nouveaux médias sociaux a occupé une place centrale dans les délibérations du Panel de haut niveau. Dans la mesure où les médias sous toutes leurs formes peuvent servir de passerelles entre les cultures et les sociétés et sont donc un

instrument de paix et de règlement des conflits efficace, la liberté d'expression et la liberté de la presse constituent des valeurs et des principes essentiels de notre époque. Il importe de promouvoir la connaissance des médias et le respect de la diversité culturelle qui sont un aspect déterminant de l'éducation civique pour la paix, et d'empêcher par conséquent que les médias soient utilisés pour attiser les conflits et provoquer des tensions entre les communautés et les cultures.

Plus profondément, cependant, le développement sans précédent des médias sociaux et leurs impacts locaux et mondiaux simultanés exigent de nouvelles modalités de dialogue. En permettant la formation spontanée d'innombrables communautés, les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent de nouvelles possibilités de dialogue mais présentent aussi des inconvénients. Les TIC peuvent entraîner certaines formes d'isolement culturel ou, pour reprendre les termes d'un participant, une « sémantique tribale », c'est-à-dire une situation où il n'existe aucun ensemble de références et de valeurs communes qui permette de jeter les bases d'un dialogue interculturel. L'indifférence constitue un obstacle majeur à la réconciliation. Dans de nombreux pays, le risque existe que la jeunesse laissée pour compte finisse par se défier toujours plus de toute forme d'autorité et par court-circuiter les institutions traditionnelles, menaçant la situation politique et sociale. Les aspirations de la jeunesse d'aujourd'hui nous ont notamment appris que les gens veulent être identifiés non seulement par leur origine sociale, culturelle ou religieuse mais aussi par leur capacité à s'exprimer en tant qu'individus ou groupes d'individus. Il est donc nécessaire de concevoir un nouveau modèle de dialogue qui tienne compte de l'impact de la mondialisation et des nouveaux médias sur la paix et le développement.

Les jeunes – catalyseurs d'espoir

L'énergie, la créativité et l'idéalisme des jeunes peuvent enrichir les cultures, stimuler la croissance économique, renforcer la société civile et promouvoir la compréhension interculturelle. Les jeunes d'aujourd'hui, peut-être plus encore que les générations précédentes, sont à un carrefour et demandent à être associés à des activités pertinentes et utiles. Cependant, la radicalisation de la jeunesse et l'émergence d'un extrémisme des jeunes font obstacle à l'édification d'une culture de la paix. Dans nombre de pays, une large proportion de la jeunesse est sans emploi et n'a ni instruction, ni compétences, ni perspectives d'avenir. Cette situation est aggravée par des changements intervenus dans les variables sociales – éclatement des structures familiales, migrations vers des zones urbaines surpeuplées, phénomènes d'exclusion empêchant certains d'atteindre leurs objectifs dans la vie, sentiment de marginalisation. Il en résulte que bien des jeunes sont pris au piège des tensions et, trop souvent, des conflits – qui alimentent désespoir, frustration et peur, aggravés par l'exposition à la violence, que ce soit dans leur vie quotidienne, à travers les médias ou à l'école. Selon certains participants, le « soulèvement des jeunes » dans le monde arabe était la conséquence directe de situations sociales caractérisées par une absence totale de perspectives qui avait échappé aux élites traditionnelles. Il est significatif que les jeunes ne se fient plus à la génération précédente pour qu'elle leur fournisse les moyens de bâtir leur propre avenir. Un participant a attribué au désenchantement de la jeunesse l'origine de phénomènes tels que la violence des gangs ou les enfants soldats. Réconcilier les jeunes avec l'évolution et les tendances générales d'une société est donc un impératif absolu. Rejetant les sermons et les leçons, les jeunes ne veulent pas être de simples bénéficiaires de politiques conçues pour eux par d'autres : ils sont acteurs et veulent endosser leur part des responsabilités de la communauté à laquelle ils appartiennent, à l'échelon local, national et mondial. Aujourd'hui, les jeunes revendiquent le droit à l'expression et à l'épanouissement personnels.

L'égalité des sexes favorise la paix et la réconciliation

Les participants au Panel de haut niveau ont convenu que la communauté mondiale serait mieux à même de parvenir à la réconciliation si elle pouvait promouvoir plus efficacement des approches inclusives axées sur l'égalité des sexes ainsi que sur les droits des femmes et leur leadership en matière de paix. Il reste que la contribution des femmes à l'instauration et au maintien du dialogue et de la réconciliation est souvent considérée comme acquise d'avance et passe inaperçue. Les

femmes étant le plus souvent exclues du processus collectif de prise de décisions dans les domaines économique, social et politique, elles ne prennent généralement pas part aux décisions qui provoquent des crises ou dégèrent en conflits. Paradoxalement, elles sont également exclues du processus de réconciliation. Les postes de responsabilité à l'échelle mondiale devraient être confiés beaucoup plus souvent aux femmes. Celles-ci font généralement preuve d'une plus grande empathie, notamment à l'égard des personnes vulnérables, qui sont les principales victimes des conflits et de la violence.

La violence à l'encontre des femmes, une des violations des droits humains les plus répandues, est un autre obstacle à la réconciliation entre les communautés et au sein de celles-ci. La violence contre les femmes est un phénomène odieux, tant durant les conflits qu'en temps de paix. Une prise de conscience majeure est nécessaire, mais cela exige plus que des mesures juridiques, surtout lorsque la violence sociale prend l'apparence de pratiques traditionnelles et légitimes. L'élimination de la violence envers les femmes et l'égalité des sexes passent par l'instauration d'une culture de la paix, laquelle ne peut exister que si l'on donne aux femmes les moyens d'exprimer leurs aspirations et leurs griefs.

De la tolérance à l'acceptation : multiculturalisme, religion et laïcité dans l'espace civique

Le Panel s'est également penché sur la place et les rôles respectifs de la religion et de la laïcité dans l'espace civique. Un participant a affirmé que les idéologies religieuses, comme le nationalisme, représentaient un danger pour les libertés démocratiques car elles suscitaient des clivages politiques et étaient à l'origine de nombreux conflits. Un autre participant était d'avis que la religion n'était pas une source de conflit et qu'il fallait éviter tout amalgame avec l'exploitation et l'utilisation mal avisée des différences religieuses à des fins politiques par certains extrémistes. Étant donné que la religion jouait un rôle de plus en plus important dans de nombreux pays, toute tentative visant à l'extirper de la vie publique pouvait être assimilée à une attaque extrémiste contre la liberté d'expression. Faisant observer que la religion pouvait être un élément important de la vie publique dans les États ouvertement laïcs, les participants ont convenu que la religion, en tant qu'expression de convictions spirituelles et éthiques, pouvait jouer un rôle important dans le débat public, notamment en termes de paix et de réconciliation. L'interprétation restrictive des textes religieux par ceux qui utilisent la religion à des fins personnelles, tout en combattant le pluralisme, représente un problème majeur. La promotion d'une culture du dialogue religieux ouvert a été présentée comme un moyen de renforcer la démocratie et la diversité culturelle.

Le pluralisme culturel n'est jamais acquis et il doit être appuyé en permanence. Tout au long des débats, les participants ont exprimé diverses opinions quant à la nécessité de faire face à ce qu'ils percevaient comme une contestation du multiculturalisme et de son influence sur la vie des migrants et des minorités. Il est d'autant plus urgent de s'employer à préserver la diversité culturelle que la culture peut être, tout comme la religion, détournée à des fins politiques et utilisée comme une source d'exclusion et de rejet, ce qui engendre des tensions sociales et des conflits internes. La culture peut être une source de conflit ou de réconciliation – cela dépend de la façon dont sont respectées les valeurs universelles énoncées dans la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que dans les instruments normatifs de l'UNESCO concernant la culture. Des efforts doivent être déployés pour veiller à ce que la culture soit utilisée à des fins de rapprochement, de façon à réconcilier les nations et les communautés avec elles-mêmes et avec d'autres. La culture peut ainsi devenir un puissant outil et aider à rétablir des liens qui avaient été rompus, comme en témoignent le retour de l'Obélisque d'Aksoum d'Italie en Éthiopie en 2005 et la reconstruction du pont de Mostar en Bosnie-Herzégovine sous la direction de l'UNESCO.

Le pluralisme et la reconnaissance de la diversité culturelle et religieuse offrent à chacun des possibilités de s'exprimer et de coexister. Dans cet esprit, les participants ont estimé que la notion de tolérance devrait être actualisée et adaptée aux besoins de notre époque. Dans un espace civique interdépendant et globalisé, il ne suffit pas de se tolérer. La tolérance est un élément de base de la paix, mais elle ne peut pas engendrer une profonde solidarité morale et intellectuelle. Le monde doit passer de la tolérance à l'acceptation, qui est un concept plus nuancé, notamment

par la reconnaissance que les personnes différentes ont des aspirations différentes et que la paix résulte en définitive du pardon mutuel, un élément essentiel de la réconciliation.

Édifier la « paix au quotidien »

Le Panel a fait observer que de nombreux conflits éclataient en fait dans des pays ou des régions possédant une culture et une histoire communes. En dépit de leur caractère local, ces conflits devraient être une source de préoccupation majeure pour tous car, dans notre monde globalisé, un conflit où que ce soit peut engendrer un conflit n'importe où dans le monde. Citant un poème arabe, un participant a déclaré : « Les plus petites étincelles déclenchent les plus grands feux ». Les participants aux débats ont convenu que la notion de « paix au quotidien » était le meilleur moyen d'empêcher que des affrontements locaux n'entraînent des conflits à grande échelle.

Les conflits n'éclatent pas nécessairement entre des personnes éloignées ; ils se déclenchent également entre des personnes qui, pendant longtemps, ont vécu ensemble dans un climat de tolérance. On a déjà vu des frères, des voisins ou des communautés se battre entre eux, comme en témoignent nombre de guerres civiles et de conflits internes. Les tensions au sein d'une nation peuvent également être dues aux effets à long terme de la colonisation, qui a souvent coupé des générations entières de leur patrimoine culturel et linguistique, ce qui peut en soi favoriser l'extrémisme. La perturbation de la paix au quotidien peut en outre résulter du désenchantement et de la marginalisation de la jeunesse lorsqu'elle se sent privée d'un avenir, comme l'attestent la violence des gangs en Amérique du Nord ou en Amérique latine ainsi que la situation des enfants soldats. Les causes profondes des conflits résident souvent dans le tissu – déchiré – de sociétés qui ne sont pas en paix avec elles-mêmes.

Pour édifier la paix au quotidien, les nations, les communautés et même les individus – comme on a pu le voir durant la réunion sur les enfants soldats – doivent donc se réconcilier avec eux-mêmes. La réconciliation doit venir de l'intérieur. Les individus ont plus de chance d'être en paix avec autrui lorsqu'ils sont en paix avec eux-mêmes.

Cette approche ascendante de la paix est également nécessaire pour concilier la diversité culturelle et la cohésion sociale dans les sociétés marquées par une diversité – de plus en plus profonde – des communautés nationales. À cet égard, la situation des minorités dans tous les pays peut avoir une incidence considérable au niveau mondial. Du fait des flux migratoires observés durant ces dernières décennies et années, de nombreux pays, notamment dans le Nord, abritent désormais des minorités dont la présence devient une réalité à long terme.

Il est impératif de mieux comprendre les mécanismes sociaux qui maintiennent la paix dans la vie ordinaire pendant de longues périodes. Les sciences sociales n'ont pas encore accordé suffisamment d'attention aux fondements de la paix au quotidien ni aux efforts que les gens ordinaires déploient, parfois dans des circonstances difficiles, afin de préserver la paix. Les participants au Panel de haut niveau ont insisté sur le fait que cela ne concernait pas uniquement les situations de post-conflit. La réconciliation est profonde lorsqu'elle intervient à divers niveaux, par exemple politique, social et culturel : la fin des combats n'est qu'un objectif parmi d'autres.

L'émergence d'un espace communautaire mondial

À mesure que de nouvelles formes de technologies des communications transforment la nature du dialogue, permettant aux individus de s'organiser par eux-mêmes – sans nécessairement s'inscrire à des partis politiques et sans nécessairement envisager leur unité ou leur identité en termes de communautés ethniques, ni mesurer le pouvoir d'institutions traditionnelles comme les syndicats ou les partis – le Panel de haut niveau a estimé que nous assistions actuellement à l'émergence d'un nouvel espace communautaire mondial, ainsi que de nouvelles formes de gouvernance et de nouvelles possibilités à cet égard.

Cette tendance était particulièrement marquée lors des récents événements survenus au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, dont le dénouement incertain a suscité de vives inquiétudes. La principale difficulté consiste, pour les mouvements qui ne sont pas organisés autour d'une structure et d'un appareil de prise de décision centraux, à trouver leur place dans les démocraties ouvertes et pluralistes, et pour ces dernières à se réconcilier les unes avec les autres. Il leur faudra façonner leur propre destinée démocratique, sachant que l'on trouve dans toutes les régions du monde des traditions démocratiques endogènes. Un pluralisme respectueux de l'histoire des cultures sera la pierre angulaire de l'espace communautaire mondial.

Compte tenu de la persistance actuelle de certains conflits et de multiples crises mondiales et tensions sociales, il est éminemment nécessaire que des initiatives politiques soient prises afin de substituer à ces conditions néfastes pour l'humanité une conjoncture qui lui soit plus favorable, en mettant l'accent sur le respect des droits de l'homme, de la diversité culturelle et de l'égalité des sexes. Cela requiert une volonté politique et, par conséquent, la participation de dirigeants politiques à la canalisation des aspirations démocratiques des sociétés. Cette transition vers l'action concrète constitue un impératif et un défi majeurs. On voit donc que la politique et la gouvernance sont cruciales pour la réconciliation et la paix. L'ONU et l'UNESCO, en particulier, ont un rôle spécifique à jouer, à savoir sensibiliser les décideurs et la société civile, où que ce soit, à la nécessité de mener des interventions multilatérales aux fins de la sauvegarde et de la promotion des valeurs universelles et de la diversité culturelle.

Vers un nouvel humanisme et une mondialisation placée sous le signe de la réconciliation

Le Panel de haut niveau a affirmé que l'engagement d'une réflexion nouvelle sur la paix et la réconciliation allait de pair avec la quête d'un nouvel humanisme pour le XXI^e siècle, que la Directrice générale de l'UNESCO a appelé de ses vœux. Dans le contexte de la mondialisation, ce nouvel humanisme doit s'ancrer dans la diversité culturelle, le dialogue à l'ère de l'Internet et la réconciliation entre le Nord et le Sud, tout particulièrement dans les pays qui ont pâti de la décolonisation. Il doit être véritablement pluraliste et cosmopolite, inspirer des réflexions à chacun, partout, et lui permettre d'exprimer ses aspirations.

La difficulté consiste à imaginer un monde où règne un équilibre plus juste entre les différentes nations et cultures, entre les valeurs matérielles et spirituelles, entre les sexes ou entre les générations. Il n'existe qu'une seule civilisation humaine, qui accueille en son sein une diversité de cultures irréductible. L'objectif du nouvel humanisme est de créer un climat imprégné par la sensibilité aux autres, par un sentiment d'appartenance et par une compréhension mutuelle, le tout associé à l'idée que les progrès accomplis en matière de droits de l'homme ne sont jamais acquis une fois pour toutes et que leur pérennité passe par un effort d'adaptation continue aux défis de la modernité. Ceux-ci ne sauraient être relevés sans le recours des principes éthiques, qui servent de socle à ce que l'on a judicieusement baptisé « le domaine public des valeurs ». Dans l'optique de la diffusion des principes du nouvel humanisme, il a été demandé à l'UNESCO d'élaborer un programme de promotion des valeurs universelles adapté au plus grand nombre possible de milieux sociaux et culturels.

Parmi les nombreuses idées et suggestions avancées pendant la réunion du Panel de haut niveau, il a été estimé que les cinq suivantes présentaient des difficultés particulières pour l'UNESCO :

Un programme pour le « nouvel humanisme » : Un comité devrait être établi, avec pour mission de concevoir un programme pour le « nouvel humanisme », qui trouve sa place dans un certain nombre de sociétés différenciées par des facteurs sociaux, culturels et de classe, et qui puisse être enseigné dans le secteur public et peut-être même dans le secteur éducatif privé. Aujourd'hui, on met trop l'accent sur l'identité, à l'exclusion de la notion plus vaste d'autorité. L'autorité n'implique pas l'imposition de points de vue, mais le fait de posséder la confiance en soi nécessaire pour les exprimer. On ne se reconnaît pas toujours dans l'identité sociale, culturelle et religieuse du groupe auquel on appartient, mais on veut être en mesure de s'exprimer soi-même en tant qu'individu ou membre d'un groupe, et chacun souhaite que son autorité transparaît

dans ses échanges avec les autres – d'où la demande d'un projet dont la finalité serait de définir le nouvel humanisme, non seulement en tant qu'ensemble de valeurs, mais aussi en tant que base pour le dialogue, qui se prête à l'enseignement.

Le droit à la recherche : Il est nécessaire d'aider à la démocratisation des connaissances et de produire de nouveaux éléments de savoir, qui soient accessibles au plus grand nombre. La recherche ne saurait se limiter à être un objet exotique à l'intention des détenteurs d'un doctorat ou d'autres privilégiés, mais s'adresser aussi aux pauvres, ainsi qu'aux individus marginalisés ou exclus. Tant que de vastes segments de la population mondiale ne seront pas en mesure de produire de nouvelles connaissances – ce pour quoi il n'est pas nécessaire d'être hautement spécialisé – l'association entre culture et développement ne donnera pas tous ses fruits. La marginalisation demeurera un problème profondément ancré et l'impossibilité de dialoguer persistera. Le droit de créer de nouvelles connaissances représenterait une démocratisation authentique des investissements actuels dans l'éducation.

Étapes décisives du progrès scientifique pour l'humanité : Cette initiative se concentre sur les grandes contributions de l'humanité et des cultures à la science au profit des jeunes, le message à transmettre étant que tous les individus de par le monde doivent s'engager dans une activité scientifique. Aujourd'hui, on a tendance à oublier les réalisations du passé ; les jeunes ne connaissent pas toujours les contributions du Monde arabe aux mathématiques, par exemple, et ils ne savent rien des avancées scientifiques dont nous sommes redevables à l'Égypte, à la Chine ou à la Grèce anciennes.

L'éducation aux médias pluralistes : Les populations, les collectivités, les sociétés et les nations sont de plus en plus interconnectées par l'entremise des médias et de l'Internet, aussi est-il plus nécessaire que jamais de les familiariser avec des médias qui se doivent d'être pluralistes. Cela pourrait contribuer à prévenir les tensions culturelles et religieuses et permettre à tous les individus, partout dans le monde, de trouver un équilibre entre les exigences de respect de la diversité culturelle et de respect de la liberté d'expression et de la liberté de la presse.

Comment parvenir à « la paix, chaque jour » : La recherche en sciences sociales porte rarement sur les vecteurs de la paix au quotidien, celle qui précède l'éclatement des identités, les flambées de violence, les conflits, etc. On en sait très peu sur la manière dont les individus préservent la paix au quotidien dans des conditions extraordinairement difficiles et sur de longues périodes. Cela explique facilement : il est très difficile d'étudier « quelque chose » lorsqu'aucun problème ne se pose, qu'aucun enjeu ne se dessine, mais il est pourtant vital de le faire, car c'est une ressource cruciale lorsque vient le moment de restaurer le prix : il faut donc étudier la paix en temps ordinaire, à l'échelle de la vie quotidienne, en particulier dans les régions du monde sujettes à des troubles.

LISTE DES PARTICIPANTS :

IRINA BOKOVA, *Directrice générale de l'UNESCO et Présidente*

JORGE SAMPAIO (Portugal), *Haut représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alliance des civilisations ; ancien Président du Portugal*

SON ALTESSE ROYALE LE PRINCE TURKI AL FAISAL AL SAUD (Arabie saoudite), *Président, Conseil d'administration, Centre du Roi Faisal pour la recherche et les études islamiques*

IVONNE A-BAKI (Équateur), *artiste, Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO, ancienne Présidente du Parlement andin (2007) et ancienne Ministre du commerce extérieur de l'Équateur (2003-2005)*

ABDULAZIZ OTHMAN ALTWAIJRI (Arabie saoudite), *Directeur général de l'Organisation islamique pour l'éducation, les sciences et la culture (ISESCO)*

ARJUN APPADURAI (Inde), *professeur titulaire de la chaire Goddard médias, culture et communication à la Steinhardt School of Culture, Education and Human Development de l'Université de New York*

HOMI K. BHABHA (Inde), *professeur titulaire de la chaire Anne F. Rothenberg de littérature et directeur du Centre de littérature Mahindra à l'Université Harvard*

GÜNTER BLOBEL (Allemagne), *Prix Nobel de physiologie ou médecine (1999) ; professeur et chercheur titulaire de la chaire John D. Rockefeller Jr. à l'Institut médical Howard Hughes de l'Université Rockefeller*

KJELL MAGNE BONDEVIK (Norvège), *Président fondateur du Centre d'Oslo pour la paix et les droits de l'homme ; ancien Premier Ministre norvégien*

CHEN KAIGE (République populaire de Chine), *réalisateur*

ESTHER COOPERSMITH (USA), *lauréate du Prix des Nations Unies pour la paix et Ambassadrice de bonne volonté de l'UNESCO pour le dialogue interculturel*

SABIHA AL KHEMIR (Tunisie), *peintre, écrivain, conservatrice de musée et historienne de l'art islamique, Directrice et fondatrice du Musée d'art islamique de Doha (Qatar)*

ATTIYA INAYATULLAH (Pakistan), *membre de l'Assemblée nationale du Pakistan et ancienne Ministre pakistanaise de la condition des femmes et de l'aide sociale*

OMER ZÜLFU LIVANELI (Turquie), *écrivain, musicien, réalisateur, Ambassadeur de bonne volonté de l'UNESCO et ancien député*

CANDIDO MENDES (Brésil), *Secrétaire général de l'Académie de la Latinité et doyen de l'Universidade Candido Mendes*

BABATUNDE OSOTIMEHIN (Nigéria), *Secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies ; Directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)*

AMINATA TRAORE (Mali), *Présidente du « Forum pour un autre Mali » et ancienne Ministre de la culture et du tourisme*

FOREST WHITAKER (USA), *artiste lauréat d'un Oscar, réalisateur et producteur*

JOSEPH DEISS, *Président de la 65^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies et ancien Président de la Confédération suisse (2004)*, a rencontré les participants du Panel de haut niveau et leur a fait part de ses idées sur le sujet avant la réunion officielle du Panel

BAN Ki-moon, *Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies* a ouvert le Forum public de l'UNESCO qui s'est tenu après la réunion du Panel de haut niveau pour présenter les points forts des débats